

## LA CLASSE OUVRIÈRE UNIE PAR DESSUS SES DIRECTIONS -

La crise mondiale de 1931 a durement touché les masses travailleuses en France. En 1934, la classe ouvrière est divisée en ouvriers socialistes et communistes, en syndicats C.G.T. et C.G.T.U. La petite bourgeoisie, ruinée et démoralisée, se tourne vers les ligues fascistes. Profitant d'un scandale de la IIIe République bourgeoise, l'affaire Stavisky, le 6 février 1934, les fascistes descendent dans la rue pour prendre le pouvoir, et donnent l'assaut à la Chambre des Députés.

### REVUE DE PRESSE

#### CE QUE DISENT LES AUTRES...

"Partout, les jeunes préparent dans l'action les Assises Nationales pour la Paix et la Liberté", écrit dans son N° du 23 février "l'Avant-Garde" qui ajoute: "Jeunes en tête, les travailleurs ont montré par des actes que notre peuple ne fera jamais la guerre à l'Union Soviétique". Au sujet de la lutte contre la guerre du Viet-Nam, le même journal publie d'intéressantes informations sur les combats que mène l'U.J.R.F.

"Dans le 20<sup>ème</sup>, plus de 800 jeunes manifestent Place de la Réunion. La police charge. 31 arrestations sont opérées. Plusieurs délégations protestent auprès des Commissariats, obtenant des libérations. "Une bombe atomique symbolique est portée à bout de bras par les jeunes de Montluçon. La bombe est brûlée près du monument aux morts".

"A Nice, il y a 6 m. d'eau sous la rampe du V2..." Tout cela est plein d'enseignements. Alors qu'une lutte efficace contre la guerre devient chaque jour plus nécessaire, les dirigeants stalinien en sont encore à grands renforts de suiveurs petits-bourgeois - à organiser de nouvelles "Assises pour la Paix". En attendant, ils continuent de pratiquer une politique aventuriste de sabotage, en utilisant de petits groupes de militants n'entraînant dans le meilleur des cas que

quelques centaines de travailleurs. Car ceux-ci ne suivent le P.C.F. que dans les colonnes de "l'Humanité". Pour sortir de cette situation et passer à l'action de masse, il est indispensable de propulser des revendications susceptibles de rendre la confiance aux travailleurs, il est indispensable de cesser de démoraliser les ouvriers en les divisant. (primes au rendement, augmentations hiérarchisées).

Avant de conclure, nous jetterons un coup d'oeil distrait à la page jeune du "Populaire-Dimanche" forcée d'incohérences et nous noterons qu'il est question de "descendre dans la rue pour les 50<sup>èmes</sup> autant de fois qu'il le faudra (dans: "Nous les Jeunes", C.L.A.J.).

Regrettons qu'il ne soit pas beaucoup parlé de la guerre dans le journal des Auberges. Espérons que ça viendra. Pénétrons-nous enfin de l'idée suivante: si les élans révolutionnaires de juin 36 et de la "Libération" n'avaient pas été utilisés pour garantir les privilèges des bureaucrates syndicaux et autres, mais s'ils avaient servi à porter les travailleurs au pouvoir, nous n'aurions nul besoin aujourd'hui de "délégations pour protester auprès des Commissariats" (comme le dit bien "l'Avant-Garde").

J. DRÉANT

Ils n'y réussiraient pas sans la carence des directions social-démocrates et stalinien. Les forces de police les contiennent difficilement au pont de la Concorde, mais le Gouvernement Daladier, terrorisé, s'effondre et laisse la place à un Ministère Doumergue profascisant. L'inorganisation de la classe ouvrière leur permet cette demi-victoire: le parti socialiste engage ses adhérents à laisser faire les fascistes (ne pas répondre aux provocations); les stalinien considèrent alors la social-démocratie comme l'ennemi N°1 et l'"Huma" du 7 traite Daladier de "fusilleur" parce qu'il a fait tirer sur les fascistes.

Mais la pression des ouvriers communistes force le P.C. à passer à l'action anti-fasciste. Il lance le mot d'ordre d'une manifestation le soir du 9 février, mais sans but capable de mobiliser l'ensemble des travailleurs, et sans préparation politique. Les ouvriers communistes, auxquels se sont joints les socialistes et inorganisés se heurtent à des forces de police considérables, massées sur les grands boulevards. C'est une bataille sauvage, la police charge, arme au point, les jeunes sont à la pointe du combat et en feront surtout les frais. Il y a de nombreux morts et blessés à la République, au

Canal St-Martin. Mais l'aventure lancée par le P.C.F. ne s'est pas terminée par une victoire de la classe ouvrière.

Ce demi-échec fait comprendre aux travailleurs la nécessité de l'unité. Les centrales syndicales lancent l'ordre de grève générale dans la région parisienne. Le 12, il est entièrement suivi, c'est la journée de revanche des ouvriers. Le P.S. et le P.C.F. organisent trois rassemblements distincts à la Nation, mais les militants, passant outre aux conseils de leurs partis, se mêlent au cri d'"Unité". Un défilé monstre commence dans Paris, la bourgeoisie effrayée n'ose se montrer, le fascisme est en recul.

Ainsi donc, le 12 février 1934, malgré les efforts de leurs directions traditionnelles, la courageuse, des chefs socialistes, l'aventurisme des dirigeants stalinien, l'unité de la classe ouvrière est vraiment réalisée. Les manœuvres de ses directions qui cherchent à reprendre leurs troupes en mains, ne pourraient empêcher l'unité ouvrière de subsister, dans les luttes futures du prolétariat. Le 12 février 1934 est le prélude aux grandes journées de juin 36 lorsque les ouvriers, toujours unis, firent trembler leur bourgeoisie.

J. MERCIER

Adresser TOUTE LA CORRESPONDANCE, COMMANDES, ABONNEMENTS, etc.... A G. BILLET - 112 Grande Rue - BOURG-LA-REINE (SEINE)